

MODE D'EMPLOI

Association à but non lucratif déclarée à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie en 1996 sous le n° 5085
56 Rue Aristide Briand 78130 Les Mureaux
SIRET 410 384 556 00040 NAF 9499Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2022, PRÉSENTÉ DEVANT L'ASSEMBLÉE DU 2 JUIN 2023.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MODE D'EMPLOI, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment sur la réalité du résultat social, compte tenu de la prudence qu'appellent les perspectives d'activité de l'année en cours. .



Le nouveau plan comptable applicable depuis 2020 aux organismes à but non lucratif n'a pas modifié l'approche de l'association dans la sécurisation de l'acquisition des concours publics, notamment ceux en provenance du Fonds social européen, dont les soldes ne sont définitivement acquis que sur le ou les exercices suivants.

De ce fait, le résultat de l'association acquis en fonds propres n'anticipe pas des missions futures.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier 2022.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre sa mission, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le président de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une



fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 19 mai 2023



Le commissaire aux comptes
Associés en Audit
Jérôme Dumont

ASSOCIATION MODE D'EMPLOI

**56 rue aristide briand
78130 LES MUREAUX**

COMPTES ANNUELS

Période du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2022

TALENZ GROUPE FIDORG

**62 rue de la Chaussée d'Antin
75009 PARIS-09**

....

BILAN ACTIF

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

ACTIF	Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022			01/01/2021 au 31/12/2021
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	29 130	19 742	9 388	8 669
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	9 661		9 661	9 556
TOTAL (I)	38 791	19 742	19 049	18 225
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	274 346	39 369	234 977	149 399
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 550		3 550	3 302
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	426 830		426 830	424 291
Charges constatées d'avance	4 028		4 028	1 798
TOTAL (II)	708 755	39 369	669 385	578 790
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	747 545	59 111	688 434	597 015

BILAN PASSIF

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

PASSIF

	Exercice du 01/01/22 au 31/12/22	Exercice du 01/01/21 au 31/12/21	Variation N / N-1 en valeur en %	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires	230 000	230 000		
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	50 000	50 000		
Autres				
Report à nouveau	45 920	39 064	6 856	17,55
Excédent ou déficit de l'exercice	54 952	6 856	48 096	701,56
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>380 872</i>	<i>325 920</i>	<i>54 952</i>	<i>16,86</i>
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	380 872	325 920	54 952	16,86
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques	107 651	113 548	-5 897	-5,19
Provisions pour charges	26 615	37 809	-11 193	-29,61
TOTAL (III)	134 267	151 357	-17 090	-11,29
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des etbs de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 576	25 736	840	3,26
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	116 722	83 502	33 221	39,78
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes		100	-100	-100,00
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	29 997	10 400	19 597	188,43
TOTAL (IV)	173 296	119 738	53 558	44,73
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	688 434	597 015	91 419	15,31

COMPTES DE RÉSULTAT

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21	Variation N / N-1 en valeur en %	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	40 000		40 000	
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	693 903	663 300	30 603	4,61
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amort., dépr., prov. et transf. charges	32 092	46 063	-13 971	-30,33
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	12	1	11	869,29
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	766 008	709 364	56 643	7,99
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	105 090	105 125	-35	-0,03
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	24 352	19 332	5 020	25,97
Salaires et traitements	472 219	384 872	87 347	22,70
Charges sociales	127 808	131 010	-3 202	-2,44
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	43 236	22 989	20 247	88,08
Dotations aux provisions				
Report en fonds dédiés				
Autres charges	259	5	254	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	772 964	663 333	109 631	16,53
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-6 956	46 032	-52 988	-115,11
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 021	589	1 432	242,90
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2 021	589	1 432	242,90
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	2 021	589	1 432	242,90
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-4 935	46 621	-51 556	-110,59
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	42 880	3 675	39 205	
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	98 546		98 546	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	141 426	3 675	137 751	

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	35	1 001	-966	-96,50
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.	81 456	42 387	39 069	92,17
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	81 491	43 388	38 103	87,82
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	59 935	-39 713	99 648	250,92
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	48	53	-5	-9,43
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	909 455	713 629	195 826	27,44
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	854 503	706 773	147 730	20,90
EXCÉDENT OU DÉFICIT	54 952	6 856	48 096	701,56

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 688 434,37 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 54 951,74 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Ces comptes annuels ont été établis le 01/06/2023.

Sont également mentionnés, les faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En 2023, le financeur Activity va arrêter le financement de l'action espace évolution professionnelle. La subvention provenant d'Activity en 2022 s'élevait à 327 000 €.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Installations techniques	10 ans
- Matériel de bureau	3 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Mobilier	5 ans

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL			
	Terrains				
CORP.	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
		Inst. générales, agencés & aménagés divers	5 030		1 040
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			
		Matériel de bureau & mobilier informatique	19 514		3 546
		Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	24 544		4 586
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		9 556		
		TOTAL	9 556		
TOTAL GENERAL			34 100		4 586

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions par virt poste	par cessions	Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL				
CORP.	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
		Inst. gal. agen. amé. divers			6 070	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport				
		Mat. bureau, inform., mobilier			23 060	
		Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			29 130	
FIN.	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				9 556	
		TOTAL			9 556	
TOTAL GENERAL					38 686	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL					
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immob. corporelles	Inst. générales agencem. amén.	1 936	589		2 525
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	13 939	3 278		17 216
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		15 875	3 867		19 742
TOTAL GENERAL		15 875	3 867		19 742

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS		REPRISES		Mouv. net des amortis fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement						
Fonds commercial						
Autres immob. incorporelles						
TOTAL						
Terrains						
Constr.	Sur sol propre					
	Sur sol autrui					
	Inst. agenc. et amén.					
Inst. techn. mat. et outillage						
A. immo. corp.	Inst. gales, ag. am div					
	Matériel transport					
	Mat. bureau mobilier inf.					
	Emballages réc. divers					
TOTAL						
Frais d'acquisition de titres de participations						
TOTAL GÉNÉRAL						
Total général non ventilé						

CADRE C

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

Montant net au début de l'exercice

Augmentations

Dotations de l'exercice aux amortissements

Montant net à la fin de l'exercice

Frais d'émission d'emprunt à évaluer
Primes de remboursement des obligations

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision a été calculée pour couvrir les indemnités de départ en retraite des salariés (26 615.28 €). D'autre part, le risque de non reconduction d'une convention de financement avec les incidences d'un tel événement sur les effectifs et sur les moyens matériels, à la disposition de l'association, a également fait l'objet d'une provision pour le site de Sartrouville (9 648 €) et des Mureaux (98 043.33 €).

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS

Une provision a été constituée pour couvrir le risque de non versement de la subvention signée avec le financeur du FSE 2022 (provision s'élevant à 39 369.19 €), chaque année des écrêtements sont pratiqués par sur les créances des fonds FSE (compte 491000).

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	151 357	81 456	98 546	134 267
TOTAL		151 357	81 456	98 546	134 267
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
Provisions pour dépréciation	Sur comptes clients	20 032	39 369	20 032	39 369
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL		20 032	39 369	20 032	39 369
TOTAL GÉNÉRAL		171 389	120 825	118 578	173 636
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		39 369	20 032	
	- financières				
	- exceptionnelles		81 456	98 546	

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

ÉTAT DES CRÉANCES

Les conventions passées avec les collectivités locales sont enregistrées en compte "client" dès leur conclusion. Le produit des conventions est comptabilisé en chiffre d'affaires linéairement sur la durée contractuelle. La part des conventions non reconnues en produits de l'exercice est comptabilisée en produits constatés d'avance.

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	9 661		9 661
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	274 346	274 346	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	3 550	3 550	
	Charges constatées d'avance	4 028	4 028	
	TOTAUX	291 585	281 924	9 661
Renvois	(1) Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice		
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)	- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE****MONTANT**

Exploitation

4 028

Financières

Exceptionnelles

TOTAL**4 028****PRODUITS À RECEVOIR****PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN****MONTANT**

Créances rattachées à des participations

Autres immobilisations financières

Créances clients et comptes rattachés

Autres créances

Disponibilités

2 021

TOTAL**2 021**

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	29 997
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	29 997

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 035
Dettes fiscales et sociales	83 706
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	100 741